

NI LE PEN, NI MARINE*

Par Dominique Lévêque

20-04-2022



Certains appellent à ne donner aucune voix à la candidate du RN, d'autres à voter pour le président sortant, d'aucuns n'ont à la bouche que le « Ni Le Pen ni Macron », tandis que quelques-uns (issus notamment de la galaxie anarchiste, mais de plus en plus imités par des électeurs venant de la gauche traditionnelle ou simplement de la gauche mélancolique insatisfaite de ce que lui proposent la plupart des formations politiques, ou encore esseulés par une bataille culturelle en passe d'être gagnée – si pas déjà fait – par l'extrême droite) en profitent pour rappeler combien l'abstention pourrait être révolutionnaire en tant qu'outil de délégitimation du pouvoir. Rien de bien nouveau donc sous le soleil noir de la politique, ces débats sont vieux comme le droit de vote...

A ceci près que la candidate du RN n'a jamais été aussi proche des marches de l'Elysée, prospérant sur la fatigue des Français épuisés par la Covid et ses conséquences sociales et économiques, prospérant sur un certain ressentiment social né de l'insatisfaction d'une partie des Français quant au bilan du président sortant qui de leur point de vue a plus utilisé sa jambe droite que sa jambe gauche pour faire avancer le pays et guérir leurs maux,

prospérant sur l'oubli des aspects positifs de son bilan et des conditions plus que difficiles de sa réalisation, prospérant également sur l'impression commune que contrairement à ce qu'il avait laissé espérer en 2017, Emmanuel Macron n'est pas sorti du cadre conformiste (néo-libéral) qui a marqué les deux précédentes mandatures, celles de Hollande et de Sarkozy, semblant reléguer lui aussi le social à l'accessoire des politiques publiques et prospérant enfin dans le même temps sur les dégâts du confusionnisme idéologique et politique à l'œuvre depuis le « sarkozysme ».

Les 46% de bonnes opinions dont bénéficie actuellement Emmanuel Macron – une cote de popularité relativement élevée pour un Président en fin de mandat – ne doivent pas faire illusion et masquent un risque RN plus fort que jamais. Il jouit certes d'une cote bien supérieure à celle de ses deux derniers prédécesseurs à la même période, mais malgré cela, les Français restent sévères quand ils notent le Président sur son action au cours du quinquennat : Ils lui attribuent une note moyenne de 8,2/20. (Observatoire de la politique nationale BVA – Orange – RTL / mars 2022). Cela montre surtout que la relative bonne image d'Emmanuel Macron dans l'opinion est surtout « portée » par sa gestion des crises, qui est globalement reconnue, mais ne repose pas sur une adhésion forte à l'égard de son action.

Si l'on prend par exemple la seule question du dérèglement climatique, la France ne peut pas se présenter en championne européenne du climat, nonobstant le fait que le Président se soit battu pour des objectifs climatiques très ambitieux pour l'Europe et a poussé à des initiatives fortes, comme pour la création d'usines de batteries électriques dans le Nord, qui ont eu un rôle moteur pour la filière internationale. Sur beaucoup d'enjeux, elle a été plutôt dans la bonne moyenne européenne, avec des améliorations techniques utiles. Mais son ambition était-elle de n'être que dans la bonne moyenne ?

Il est difficile de lui accorder un satisfecit plein et entier, car ce qui a été fait, ce qui a été obtenu en termes de résultats est insuffisant au regard du risque climatique et, en tout état de cause, en deçà des ambitions initiales de l'Accord de Paris sur le climat de 2015, en deçà des propres engagements et du " Make our Planet again" d'Emmanuel Macron en juin 2017. Doit-on souligner que la France est le seul pays de l'Union européenne à ne pas avoir respecté ses engagements sur les énergies renouvelables (26% de l'électricité vient des énergies renouvelables en France, contre 45 % en Allemagne, alors

qu'Emmanuel Macron s'était engagé en février 2017 « à tenir l'objectif de 32% ») ? Cependant que le Royaume-Uni est devenu le champion du monde de l'éolien en mer (en 2020, son parc a produit 13% de l'électricité du pays). Doit-on ajouter que sur la question des transports (qui représentent plus de 30% des émissions de gaz en France), les GES ont baissé trop lentement durant ces cinq dernières années ? Si la France a investi dans le transport ferroviaire, "*ça reste deux fois moins que ce que font les Allemands, et cinq fois moins que ce que font les Autrichiens*", rapporte Neil Makaroff, chargé Europe du Réseau action climat. Les Français achètent également deux fois moins de voitures électriques qu'en Suède et aux Pays-Bas.

Mais cela justifie-t-il que l'on s'abstienne ou vote blanc le 24 avril prochain ? Et que l'on prenne le risque d'un confusionnisme politique mortifère maximisé ? Alors que nous sommes déjà à la peine, incapables pour le moment de dépasser le vieux monde et de faire du neuf. Cela justifie-il qu'aujourd'hui, pour la première fois apparemment, des responsables de droite et de gauche refusent d'appeler explicitement à utiliser le seul bulletin qui permet sinon de neutraliser, du moins de « faire barrage » à l'extrême-droite ?

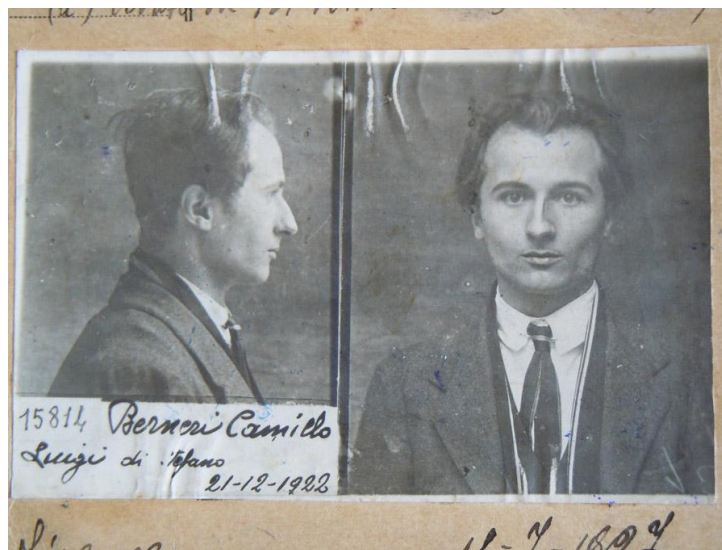
En réalité, tout a commencé à se déglinguer avec le sarkozisme comme si ce dernier avait infusé dans les têtes et les comportements. Souvenons-nous, Nicolas Sarkozy, comme ministre de l'Intérieur puis président de la République, a fait plus fort et plus vite d'une certaine manière que le FN lui-même, "softpowerisant" tout, triangulant à tout va, empruntant à la fois à l'extrême droite et à la gauche. Pour rester au centre de tout en hystérisant le débat politique et en faisant tout disjoncter. Le Sarkozysme a constitué en définitive le moment dérégleur de notre vie politique et de ses idées : il a rapatrié de manière *soft* des thèmes d'extrême droite à droite et, dans une concurrence acharnée avec le FN, il a ensuite contribué à légitimer le tryptique « islam - insécurité - immigration », à le loger au cœur du débat public. Pas seulement : il piratera des référents de gauche : Jaurès, Gramsci, la lettre de Guy Môquet, etc. Et *the cherry on the cake*, il a débauché des ministres venant de la gauche, et ce sera d'ailleurs un ancien dirigeant socialiste, Éric Besson, à qui sera attribué le ministère le plus idéologiquement piégé et piègeux, celui de l'Identité nationale.

Pendant ce temps-là, la gauche dite de gouvernement ou encore gauche « modérée », et singulièrement le PS, s'est liquifiée, toujours aussi désœuvrée, comme interdite devant le processus (ancien) de décomposition idéologique et de recomposition politique en cours, réalisant trop tardivement qu'il eût fallu qu'elle se remit peut-être au travail après 2002. Moyennant quoi, elle se retrouve 20 ans après sans doctrine claire, sans visée, sans vision de l'avenir, sans projet politique, juste avec quelques propositions éparses, et sans leader. Et ne s'est toujours pas remise au travail comme si elle avait déjà acté l'état de mort cérébrale du PS d'Epinau. Du reste son Premier secrétaire, dans un accès de courage remarquable, s'est chargé lui-même de signer cette semaine l'acte de décès.

Tandis que dans la gauche radicale, on s'est surtout contenté de critiquer le néolibéralisme de la politique économique du « sarkozysme » façon comptoir, non sans se laisser aller parfois à des concessions xénophobes et antisémites, mais on n'a pas pris la mesure des dérèglements idéologiques qui étaient engagés. Car le « fil sarkozysme » va être associé à ce moment-là, pour des raisons aléatoires, à d'autres fils comme la crise de la gauche (au point que l'on parle dorénavant des gauches), un renouveau idéologique ultraconservateur (incarné notamment par Alain Soral et Éric Zemmour) ou encore l'arrivée de Marine Le Pen en 2011 à la tête du FN et sa politique de dédramatisation de l'extrême droite. Dans la gauche radicale, on était si gonflé par sa propre importance, si suffisant, que l'idée que quelque chose de primordial pût se passer chez ses adversaires ne lui a même pas effleuré l'esprit. On a fêté par exemple le Non au Traité constitutionnel européen en 2005 comme une victoire de la gauche radicale. Mais on a grandement minimisé la part d'extrême droite dans la victoire du Non. Sans compter que la critique (nécessaire) du néolibéralisme économique se présente trop souvent comme un rétrécissement de la pensée critique dans de larges secteurs de la gauche radicale. Comme le remarque le sociologue politiste et philosophe Philippe Corcuff, « *une quasi-théologie politique d'un Mal principal et unificateur nommé « néolibéralisme » a fini par affecter des secteurs importants de la gauche radicale intellectuelle, associative, syndicale et politique, n'aidant guère à appréhender une pluralité de maux n'ayant au plus que des intersections et des interactions entre eux.* » De sorte que les gauches donnent le sentiment d'être démunies, d'avoir perdu leur boussole et d'être sans cartographie.

Cela a de quoi changer la donne et amener les abstentionnistes, professionnels, amateurs sincères, révolutionnaires ou pas, à faire un pas de côté, à sortir de leur positionnement pour inviter au débat stratégique, loin des postures individuelles et identitaristes, non ?

S'obstiner dans la litanie bonnet blanc / blanc bonnet, l'instiller dans la tête des Français dans le moment actuel, s'enfermer dans ce que l'on croit être la pureté de sa ligne politique ou de son âme d'électeur, serait du « crétinisme abstentionniste » pour reprendre une expression de l'anarchiste italien Camillo Berneri (1). De ce point de vue, le dogme abstentionniste ne vaut à l'évidence pas mieux que le dogme électoraliste qu'il est censé combattre, empêchant de penser en termes stratégiques, d'identifier les dangers supérieurs et de juger ce qui est le mieux pour la population.



Comment, dans ces conditions, ne pas redire que le RN est l'un des pires ennemis de notre République ? Comment ne pas dire que sa candidate ne doit pas gagner le second tour de l'élection présidentielle ? Comment ne pas dire que ses slogans sociaux ne doivent pas faire illusion ? Comment ne pas comprendre que son score doit être le plus bas possible ? Parce que chaque point en plus, ce sera de la confiance supplémentaire qui sera vécue comme un encouragement à des violences et des agressions déjà à l'œuvre. Et un risque supplémentaire de voir débouler le RN à l'Elysée ou à défaut à Matignon ? La question est désespérément simple : peut-on vraiment se risquer à « essayer » quelque chose qui a à voir avec un fascisme ? C'est assez simple, non ?

Dans le même temps, comment peut-on se satisfaire que près des deux tiers des soutiens de Mélenchon disent préférer voter nul ou s'abstenir au deuxième tour plutôt que de voter Macron ? Peut-on raisonnablement penser que LFI serait la solution pour un « troisième tour » (Cf. l'entretien de JL M à BFM-TV mardi 19 avril) ? Comment ne pas écarquiller les yeux quand Mélenchon lui-même demande aux Français qu'il soit « élu 1^{er} ministre au « troisième tour » ? On connaît son goût pour la métaphore, on sait bien qu'il sait qu'un 1^{er} ministre n'est pas élu mais nommé. Sauf que là, ça va plus loin qu'une manière de dire sa volonté lyrique tout en galvanisant ses troupes de façon à faire le meilleur score possible aux législatives : cela révèle une dimension constitutive d'une manière d'être qui ne fait pas sourire. Surtout quand il concède : Indifféremment de le Pen ou de Macron ?! Car peu lui chaut. Il considère le résultat du 2^e tour de la présidentielle "secondaire". De sorte qu'il est prêt à la cohabitation avec n'importe qui et convoque d'ores et déjà au rassemblement, tout à son calcul politique, tout ce qui n'est pas LFI, derrière ... sa personne, autour de ... son programme et selon sa ... stratégie et sous son ... logo. C'est simple, non ?

Après tout, pourquoi ne pas faire confiance au « virilisme stratégique » de Mélenchon ? Pourquoi refuser son soutien à un homme, ancien socialiste, qui incarne la professionnalisation de l'engagement politique comme pas un et a pris appui non pas sur le suffrage des électeurs, un fief local, comme le commun des mandataires politiques, mais sur l'intégration d'appareils politiques et de cabinets ministériels, la culture de réseaux, qui propulsent les carrières ? Au nom de quoi ne pourrait-il pas réaliser son désir d'aller au-delà de son rôle de tribun de la plèbe qu'il a longtemps incarné en lieu et place du PC pour devenir proconsul du pays ? Nul doute qu'il y soit à son aise.

Pouvons-nous cependant prendre cette responsabilité importante pour l'avenir en prenant le risque de voir LFI consolider les jeux dynamiques du confusionnisme et de l'extrême droitisation, à un moment où nous sommes vraiment au bord du précipice politique pour la première fois sous la Ve République ?

On ne va pas discuter ici du nettement mieux des propositions de Mélenchon sur le registre social et écologique par rapport à celles de le Pen, ou de leur mieux disant en termes de méthode par rapport à ce qui s'est fait pour

l'heure sous le quinquennat actuel. Ou relever sa position de bon sens que l'on avait apprécié à l'époque quand il avait exprimé en mai 2015 son désaccord avec le gouvernement sur la réforme du collège, très idéologique (présentée par Najat Vallaud-Belkacem) en particulier sur la question du latin (« *Parce qu'on a supprimé le latin, on a augmenté l'égalité ?* », s'interrogeait-il au Grand jury RTL). Mais on pourrait évoquer une autre facette, le « Mélenchon trumpisé », l'ambiguïté de ses réactions face à la victoire de Trump aux Etats-Unis, de ses usages inconsidérés du mot « peuple », des tuyaux rhétoriques confusionnistes sciemment utilisés, tels « *La victoire du peuple contre les élites* » et « *les ennemis des médias sont (presque) mes amis* ». Il y a aussi que ses façons de faire sont loin de faire l'unanimité, son autoritarisme qui a explosé dans diverses séquences publiques, apparaît plus important que celui du « bonapartisme technocratique » de Macron ou pas loin d'être aussi important que le « verticalisme anti-démocratique » de le Pen.

Et que dire de la guerre en Ukraine et des relations internationales en général et de l'Europe en particulier, dans lesquelles il n'est pas douteux qu'il tenterait de mettre son (mauvais) grain de sel, quand ce ne serait pas de son propre chef, sous la pression amicale de ses troupes locales, très hétéroclites idéologiquement, ou s'agrègerait avec celui de le Pen si elle devait devenir présidente ?! Ce serait un bien étrange attelage celui qui serait constitué de Le Pen à l'Elysée et de Mélenchon à Matignon, coincé entre le nostalgisme du RN et le présentisme de LFI, même si les deux se revendiquent positivement du *populisme* ?

Enfin, si Mélenchon devait faire une performance au « troisième tour » – il en a le talent et la passion politique – comment ne pas voir une fois de plus que cela donnerait des forces supplémentaires aux dérèglements confusionnistes de ce qui reste de la gauche qu'il a incarnés de manière réitérée, comme le documente notamment *La grande confusion* de Philippe Corcuff (2), en le mettant encore davantage au centre de l'avenir des gauches et en contrecarrant d'autant les possibilités de réinvention sinon d'une gauche, qui a oublié que le socialisme de Jaurès reposait sur trois piliers (parlementaire, syndical et coopératif), du moins d'un mouvement de progrès et d'émancipation ?

C'est que le projet de LFI reste largement une impasse idéologique et encore plus politique.

Avec le refus de Mélenchon de discuter avec le PS depuis l'automne dernier (qui s'inscrit dans la logorrhée anti PS depuis des années et de son positionnement « *je ne suis pas de gauche mais du peuple* »), on se croirait presque revenu à l'époque du VIème congrès du Komintern de juillet/août 1928 définissant la ligne de la « Troisième période » (en virevoltage complet avec la stratégie des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste sous la direction de Lénine et Trotsky) et plaçant le Komintern sous la domination exclusive de Staline. Ce congrès décidant que la politique révolutionnaire était incompatible avec toute forme de collaboration politique avec les partis sociaux-démocrates, même dans l'intérêt d'une défense mutuelle contre l'Etat (bourgeois) et le fascisme (3). La situation actuelle est sans doute plus à rapprocher de celle de l'Europe de l'Ouest à la fin du XIXième siècle, dans les années 1880-1890, marquées par la montée du populisme nationaliste qui nourrira le fascisme avec des explosions racistes et antisémites, que de celle des années 30, mais il reste que le sort réservé alors aux sociaux-démocrates allemands présente des similitudes troublantes avec la situation actuelle en France.



Peut-on croire sincèrement que l'abstention ou le vote blanc, voire le « vote révolutionnaire » en faveur d'un bulletin Le Pen le 24 avril soient des voies les plus courageuses et surtout les plus sûres pour s'attaquer à la racine des choses, s'attaquer au disque dur du capital, rendre le droit à

l'existence, c'est-à-dire à l'éducation, au savoir, au pain, au logement, à la santé, à la dignité, à l'emploi et même à la beauté, opposable au droit de propriété ? Est-ce vraiment la meilleure voie pour opposer à la privatisation du monde, à la marchandisation du vivant une politique de solidarité sociale, de droits pour tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, leur couleur de peau et leurs identités, une politique de démarchandisation, mais aussi de décarbonisation de notre société, de respect de la biodiversité, une politique de la *cura*, du soin de l'autre, du don et des biens communs essentiels ? Croit-on réellement que c'est ainsi que l'on mettra fin à l'extrême droitisation des débats publics ? C'est en résistant à l'air du temps, à l'irrésistible que l'on devient révolutionnaire (4). Pour ma part, le 24 avril prochain n'a rien du moment nécessaire du négatif. Je l'envisage de manière très pragmatiste, et au sens philosophique et au sens politique. Je n'entends pas contribuer à la banalisation de l'extrême droite ni cautionner ou prêter la main de quelque manière que ce soit à la démobilisation pour le 2^{ième} tour de la Présidentielle. La triple conjoncture actuelle, identitariste, ultraconservatrice et confusionniste fait que rien n'est acquis. Pour moi, ce sera "ni Le Pen, ni Marine", comme l'exprime *Le Canard* dans sa manchette de la semaine et je voterai Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle. C'est clair, non ?

* Titre du Canard Enchaîné du mercredi 20 avril 2022, N° 5293

(1) Voir aussi « *Contre le fascisme. Textes choisis (1923-1937)* », de Camillo Berneri, 376 pages, traduit de l'italien (édité par Miguel Chueca, éditions Agone, « Mémoires sociales », 2019). Camillo Berneri, surveillé par les fascistes tout au long de sa vie, abattu à Barcelone en 1937 à l'âge de 40 ans, après avoir été arrêté par des miliciens du PC espagnol et des policiers, utilisait l'expression « crétinisme abstentionniste » pour caractériser la rigidité de certaines franges libertaires sur la sempiternelle question des élections et du vote.

(2) *La grande confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, Philippe Corcuff (Paris, Textuel, collection « Petite Encyclopédie Critique », mars 2021, 672 p.)

(3) La troisième Internationale sous l'emprise de Staline, a fait le choix d'amalgamer les sociaux-démocrates aux forces de droite et d'extrême droite, plus largement pour disqualifier en réalité à peu près n'importe qui ne lui ressemblant pas, à commencer par ses opposants, en utilisant la caractérisation grossière de « social-fasciste. En France, *L'Humanité* du 5 avril 1932 dénonce le « *social-fasciste Salengro* », et Thorez dans un édit de *L'Humanité* du 19 avril 1934 écrivait « *Contre le bloc avec le social-fascisme*. Il n'est pas jusqu'à Trotski qui n'est pas traité de « social-fasciste ». Dans un article intitulé « *Sur certaines fautes du PCA dans la lutte contre la social-démocratie* », le dirigeant du KPD Thaelmann écrivait : « *Nous-mêmes, fascinés quelque peu par le problème du fascisme, nous avons été trop souvent enclins, au lieu de ranger le fascisme parmi les multiples formes de la dictature de la bourgeoisie, à le placer parmi les formes les plus hautes de cette dictature. Quelle erreur ! Il y a des gens à qui les arbres du national-socialisme cachent la forêt de la social-démocratie (...)* Pour triompher des fascistes, il faut dénoncer devant les travailleurs le parti social-démocrate allemand, son alliance avec le fascisme.»

En dépit de la menace montante du nazisme, les staliniens se sont opposés à toute forme d'action de front uni de la part des forces combinées du Parti communiste et du Parti social-démocrate contre Hitler. Les staliniens ont affirmé que la victoire d'Hitler était préférable à la collaboration avec les « sociaux-fascistes » du SPD. Ils affirmaient qu'un régime nazi s'effondrerait rapidement et la voie serait alors ouverte à une victoire du Parti communiste...

(4) Voir Françoise Proust, *De la résistance* (Paris, Cerf, 1997) et Daniel Bensaïd, *Des mots et des choses* (2007, in Mouvements et Politis).